

L'entourage de Vincent Auriol : au service d'une stratégie présidentialiste

Noëlline Castagnez

Premier Président de la IV^e République, élu par le Parlement le 16 janvier 1947 au premier tour de scrutin, Vincent Auriol, loin de se contenter « d'inaugurer les chrysanthèmes », construisit une fonction présidentielle qui n'avait jamais existé auparavant¹. En dépit d'une Constitution qui tendait à réduire ses pouvoirs, par sa seule détermination, ce compagnon de Léon Blum et ancien ministre du Front populaire se départit de la simple position d'arbitre qui lui était dévolue en jouant un rôle décisif dans les crises ministérielles et donc un rôle essentiel dans la vie de la République à partir de mai 1947. « Je ne serai ni un président soliveau, ni un président personnel », déclara-t-il dans son discours d'investiture, de sorte que Georgette Elgey put conclure qu'il exerça « une magistrature morale' qui devint vite l'élément dominant du régime² ». En ce sens, Vincent Auriol développa bel et bien une stratégie présidentialiste visant à conférer un véritable rôle au président de la République en régime parlementaire. À la fin de son mandat, en 1954, ce fut un Président très aimé des Français mais auquel ses adversaires n'avaient épargné aucun coup, même les plus durs, qui prit une retraite bien méritée à soixante-dix ans.

Respectueux de sa fonction et habité pour elle des plus hautes ambitions, le choix de son entourage ne pouvait être secondaire. Ancien parlementaire et ancien ministre de la III^e République, Vincent Auriol n'était pas novice en la matière. En outre, ayant retrouvé la présidence du groupe parlementaire socialiste à la Libération et élu président de l'Assemblée constituante le 31 janvier 1946, il lui avait fallu très vite se reconstituer une équipe. Si à l'Élysée il réduisit volontairement la maison militaire en refusant « une maison d'apparat³ », il y étoffa la maison civile. Nous concentrerons donc notre analyse sur le secrétariat général, tant civil que militaire, et le cabinet civil, que le Président plaça au cœur de son dispositif politique⁴. Dans quelle mesure et comment cet entourage participa-t-il à son projet présidentiel, telle est la question que nous nous poserons.

Nous verrons tout d'abord quelle était la nature de l'entourage dont ce fils de boulanger devenu avocat voulut se doter, puis quel rôle et quel mode de

¹ C'est que constata le chef du protocole présidentiel, Jacques Dumaine, dès 1947. Cf. Jacques Dumaine, *Quai d'Orsay 1945-1951*, Paris, Julliard, 1956 p. 190.

² Georgette Elgey, *La République des illusions*, Paris, Fayard, 1965, nouvelle édition 1993, p. 373.

³ *Journal du septennat*, édition établie par Pierre Nora et Jacques Ozouf, Paris, Tallandier, 2003, 18 janvier 1947.

⁴ Outre le secrétaire général militaire de la présidence, le général Paul Grossin (commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre et officier de la Résistance) et le secrétaire général adjoint, le colonel Paul-André Campana, qui font partie de notre corpus, le cabinet militaire comprenait trois aides de camp que nous avons écartés : pour l'Armée de terre, le lieutenant-colonel Frédéric Souard (officier de la Légion d'honneur et Croix de guerre), pour l'Armée de l'air, le lieutenant-colonel Pierre Pouyade (commandeur de la Légion d'honneur et Croix de la Libération), pour l'Armée de mer, le capitaine de vaisseau Jacques Blouet (officier de la Légion d'honneur et officier de la Résistance), ainsi qu'un médecin de la Présidence, le médecin lieutenant-colonel Pierre Bernard (médaille de la Résistance). Rappelons qu'un officier de la Résistance est un titulaire de la médaille de la Résistance avec rosette (cf. l'ordonnance du 9 février 1943).

fonctionnement il lui attribua. En retour, on mesurera l'impact que cette expérience provoqua sur des collaborateurs nécessairement très exposés.

Un entourage jeune et issu de la Résistance pour « un cheval de retour »

À la Libération, Vincent Auriol avait hésité à reprendre la vie publique. Il se sentait éprouvé par les épreuves de l'Occupation – rappelons qu'ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, il avait été interné à Pellevoisin puis assigné à résidence et qu'il s'était évadé à Londres⁵. En outre, pendant quelque temps, il avait douté que sa femme, Michèle, et son fils, Paul, tous deux résistants et dont il avait été séparé, fussent encore en vie. Par ailleurs, l'heure était au « renouveau » et à « la génération de la Résistance » alors que les hommes de la III^e République pâtissaient de la faillite du régime. Si Vincent Auriol revint, il sut le faire avec une discrétion dont il semble bien que le milieu politique lui sut gré. Au faîte de sa carrière, à soixante-trois ans, il souhaitait s'entourer d'hommes jeunes ayant combattu contre l'occupant, car il ressentait cruellement le fossé qui le séparait d'eux, lui qui pourtant n'avait pas démérité⁶. En cela, il était à l'unisson de son propre parti qui, lors de sa reconstitution en novembre 1944, avait déclaré : « Fortifié par ses sacrifices, confirmé dans sa doctrine, rénové dans sa composition, le Parti socialiste surgit de la Résistance avec une âme nouvelle, un esprit rajeuni⁷... » Tels furent les critères qui orientèrent le choix de son entourage après la Libération, lequel ne fut guère modifié lorsqu'il entra à l'Élysée.

Par conséquent, il ne conserva de ses collaborateurs d'avant-guerre qu'Émile Cartayrade et Charles Roumagnac. Ancien combattant de la Première Guerre mondiale, syndicaliste CGT, militant SFIO et percepteur de Tonneins, le premier avait collaboré avec lui sous le Front populaire, de même que le second, jeune militant SFIO, qui avait alors assuré son secrétariat au ministère des Finances. Cartayrade, qui avait revu Auriol dans la clandestinité, devint son directeur adjoint de cabinet en 1947 et son directeur des services administratifs l'année suivante⁸. Quant à Roumagnac, il retrouva celui qu'il appelle son « patron⁹ » dès novembre 1945. Il dirigea son secrétariat particulier avant de devenir son chef de cabinet à la présidence de l'Assemblée en janvier 1946, puis de conduire à nouveau son secrétariat particulier à la présidence de la République. Le reste de l'équipe était donc entièrement renouvelé et recruté au gré des rencontres. Le premier fut Jean Forgeot, dès l'automne 1945. Jeune inspecteur des Finances de trente-deux ans et résistant, il était chargé de mission auprès d'Henri Frenay, ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés depuis novembre 1944, où il travaillait avec Émile Jalouneix, vieux militant socialiste. Ce dernier l'introduisit auprès de Vincent Auriol, et sa candidature fut appuyée par son collègue de l'inspection des Finances, Roumagnac, déjà en poste, et par Madeleine Léo-Lagrange. Il devint ainsi le chef adjoint de cabinet d'Auriol le 29 novembre 1945,

⁵ Pour une biographie de Vincent Auriol, voir Éric Ghebali, en collaboration avec Gilles Morin, *Vincent Auriol. Le président citoyen*, Paris, Grasset, 1998.

⁶ Témoignage de Jean Forgeot à Gilles Morin, cité dans Éric Ghebali, *op. cit.*, p.126.

⁷ *Congrès national extraordinaire des 9-12 novembre 1944*, Archives du PS- SFIO, OURS, p.814. Voir Noëlline Castagnez, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, PUR, 2004, Partie I. Un parti rénové : des parlementaires renouvelés ?

⁸ Il exerça conjointement les deux fonctions à partir d'août 1948 et ce jusqu'en mai 1950.

⁹ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

puis son directeur de cabinet à la présidence de l'Assemblée en juin 1946, à la place de Rastel. En janvier 1947, Auriol le nomma secrétaire général de la présidence de la République. Au poste de secrétaire général adjoint, il prit son propre fils, Paul, âgé de vingt-neuf ans, diplômé de l'École des sciences politiques et résistant. Alors qu'il était président de l'Assemblée nationale, Auriol cherchait « un normalien agrégé de Lettres, orienté vers les problèmes internationaux avec la caution morale des services de la Résistance¹⁰ ». Le professeur Soula et Robert Lacoste, socialistes et résistants, lui recommandèrent Jacques Kosciusko, jeune homme de trente-quatre ans, qui avait été membre des Étudiants socialistes (1929-1934) et qui se trouvait être également le gendre d'André Morizet, l'ancien sénateur-maire socialiste de Boulogne-Billancourt¹¹. Il revenait des États-Unis où il avait enseigné quelque temps à la Columbia University. Auriol le testa en lui commandant un discours sur Léo Lagrange : convaincu, il l'adopta, et le recommanda à Léon Blum qui en fit son directeur adjoint de cabinet en décembre 1946-janvier 1947. Puis Auriol le récupéra à l'Élysée et le nomma directeur de cabinet. Il y compléta son secrétariat général avec un secrétaire général militaire, le général Paul Grossin, flanqué d'un adjoint, le colonel Paul-André Campana ; quant au cabinet civil, il fut pourvu d'un directeur adjoint du secrétariat particulier, Max Morel, administrateur civil au ministère des Finances. Enfin, Auriol se dota de quatre chargés de mission spécialisés : Georges Reynal, ancien déporté politique, pour les relations avec la presse, Benjamin Lamartre, commissaire de la Sûreté nationale, pour les enquêtes, Chérif Mécheri, préfet hors cadres, pour l'Union française et Raymond Janot, jeune conseiller d'État de vingt-neuf ans, ancien de la France libre, pour les affaires juridiques. De sorte qu'à l'instar des autres cabinets d'après-guerre¹², celui du président Auriol avait une forte coloration résistante, plus de la moitié de ses collaborateurs (7 sur 12) ayant été des résistants avérés et pour la plupart décorés à ce titre¹³.

De surcroît, l'entourage du Président appartenait plutôt à la génération de ses enfants. Grâce au *Journal du Septennat*, il est possible de définir quels étaient ses plus proches collaborateurs¹⁴ avec, par ordre décroissant : Jacques Kosciusko-Morizet (303 occurrences), Paul Auriol (255), Jean Forgeot (237) et Chérif Mécheri (198), le général Paul Grossin (87) arrivant loin derrière, et les autres n'apparaissant que très rarement sous sa plume¹⁵. Or dans ce quatuor, véritable vitrine – nous le verrons – de l'action présidentielle, la moyenne d'âge était de trente-cinq ans en 1947, augmentée par Mécheri alors âgé de quarante-cinq ans, moyenne plutôt faible comparée à celle des cabinets étudiés par René Rémond¹⁶. En outre, à l'exception du fils du Président et, dans une moindre mesure, de Jacques Kosciusko si l'on tient compte de son beau-père, aucun d'entre eux n'étaient des héritiers puisque leurs ascendants n'avaient

¹⁰ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

¹¹ Décédé en 1942.

¹² René Rémond, Aline Coutrot et Isabel Boussard, *Quarante ans de cabinets ministériels*, Paris, Presse de la FNSP, 1982, p. 106.

¹³ Paul Auriol, médaille de la Résistance ; Paul Grossin, officier de la Résistance ; Jacques Kosciusko, officier de la Résistance ; et Émile Cartayrade, officier de la Résistance.

¹⁴ Grâce à l'index du CD-Rom de l'ensemble du *Journal du septennat*, édition établie par Pierre Nora et Jacques Ozouf (Tallandier, 2003), il est possible de calculer le nombre d'occurrences pour chacun des membres de l'entourage présidentiel. Il faut cependant veiller à l'usage – rare – des prénoms seuls et additionner pour le fils du Président les occurrences de « Paul Auriol », « Paulo » et « mon fils ».

¹⁵ Raymond Janot (25), Émile Cartayrade (15), Georges Reynal (10), Charles Roumagnac (5), Paul-André Campana (2) et Benjamin Lamartre (1). Max Morel n'est jamais mentionné.

¹⁶ René Rémond, Aline Coutrot et Isabel Boussard, *op. cit.*, p. 122.

occupé ni mandat électif, ni fonction ministérielle avant eux. Par leur formation, en revanche, les collaborateurs du Président ne se distinguaient guère de leurs collègues de l'après-guerre puisqu'ils étaient majoritairement issus des Grands Corps de l'État, avec un tiers issu de l'inspection des Finances¹⁷, un membre du Conseil d'État en la personne de Raymond Janot, et un préfet, Chérif Méchéri, ou des Grandes Écoles avec un normalien de la rue d'Ulm, Jacques Kosciusko, et un diplômé de l'École libre de sciences politiques, Paul Auriol.

En outre, Vincent Auriol, qui était connu pour son ouverture d'esprit dans le domaine religieux à une époque où son parti affichait encore un laïcisme de combat, ne dérogea pas à sa réputation. Lui-même élevé par une mère catholique mais agnostique, il s'entoura de sensibilités diverses : si Charles Roumagnac, militant socialiste du Sud-Ouest, s'affichait libre-penseur¹⁸, Jean Forgeot et Jacques Kosciusko se déclaraient catholiques non pratiquants¹⁹. Raymond Janot, « catholique convaincu », avait même hésité lorsque Jean Forgeot l'avait contacté car il redoutait « surtout l'aspect laïc de cette doctrine [le socialisme] ». Rassuré par Forgeot, il s'en ouvrit directement auprès du Président et fut pleinement convaincu que ses craintes étaient sans objet²⁰. Mais Vincent Auriol alla plus loin et, précurseur de la discrimination positive avant la lettre, il recruta Chérif Méchéri, un musulman dont le père était agha des ouleds Yahia. À plusieurs reprises, le Président insista sur son volontarisme en la matière. Par exemple, lors des débats sur le statut de l'Algérie en 1947, il inscrivit la nomination de Méchéri dans la lignée du projet de Marius Moutet visant à accorder la citoyenneté française aux musulmans tout en respectant leur foi²¹. De même, en 1952, il s'étonnait auprès du ministre des Affaires étrangères canadien, Pearson, que l'on pût qualifier la France de colonialiste alors que lui-même avait, parmi ses plus proches conseillers, un musulman²². Dans la mesure où Méchéri fut effectivement très étroitement associé à son action, on ne peut conclure à une nomination alibi, et il faut y voir une certaine audace de la part du Président.

En revanche, aucune féminisation n'était perceptible dans cet entourage présidentiel, entièrement masculin. Outre que celle-ci était encore bien timide dans le milieu politique, et encore plus dans un parti socialiste traditionnellement misogyne²³, Vincent Auriol était en fait entouré de deux femmes, son épouse Michèle, militante SFIO de la première heure, résistante et femme de tête, et sa belle-fille, Jacqueline, aviatrice de renom, qui vivait avec son mari et ses fils au troisième étage de l'Élysée. La première dame de France s'imposa avec fermeté dans la gestion domestique de la maison présidentielle, anima un actif service social et organisa régulièrement des réceptions privées à destination de différents milieux avec succès. La presse féminine, en plein essor, saluait son élégance et sa distinction. Sa belle-fille, incarnation de « la

¹⁷ Forgeot, Cartayrade, Roumagnac et Morel.

¹⁸ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

¹⁹ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

²⁰ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM). Voir aussi l'entretien accordé à l'auteur, en avril 1999, dans le cadre du programme d'archives orales de l'Association Georges Pompidou, Archives nationales, AV/1/ 408-409.

²¹ *Journal du septennat*, *op. cit.*, 23 avril 1947.

²² *Ibid.*, 16 septembre 1952. Cette remarque est révélatrice de la naïveté, pavée de bonnes intentions, d'Auriol sur la question coloniale.

²³ L'Assemblée nationale élue en novembre 1946 comptait 5,8% de députées, tous partis confondus. Voir Noëlline Castagnez, *op. cit.*, p. 42-50.

femme française », belle et sportive, était aussi la coqueluche des médias²⁴. Unie, la famille Auriol conférait aux deux femmes un espace où il n'est pas douteux qu'elles pouvaient s'exprimer.

Le Président Auriol réunit donc l'équipe jeune, dynamique et issue de la Résistance dont il rêvait et qui contribua largement au style de l'Élysée et à son image dans l'opinion. Dans quelle mesure allait-elle servir son projet présidentiel ?

Des *missi dominici* au service de l'ambition présidentielle

Sous la III^e République, toute une littérature avait brocardé un Président soliveau, et Vincent Auriol, dans sa jeunesse, avait partagé ce mépris au point de préconiser, dans la clandestinité, la suppression de ce « président d'apparat », qui avait « le plus souvent l'illusion d'un choix indépendant ». Et il proposait de remettre à l'Assemblée la mission d'élire le chef de l'exécutif qui serait conjointement chef du gouvernement, et de transférer les fonctions de représentation au président de l'Assemblée nationale²⁵. Or dans la nouvelle Constitution, les pouvoirs du Président étaient encore plus restreints que dans le régime précédent²⁶. En revanche, il exerçait désormais la présidence de l'Union française et de son Haut Conseil, du Comité constitutionnel, du Comité de la Défense nationale et du Conseil supérieur de la magistrature. À ce titre, s'il s'en donnait les moyens, le chef de l'État pouvait être l'homme le mieux informé de France. Enfin, le renforcement des partis politiques, tant décrié par de Gaulle, conférait au Président arbitre un rôle majeur dans la vie politique : lui seul pouvait résoudre la crise ministérielle et choisir le chef de la coalition au pouvoir²⁷. Le mode de fonctionnement de son entourage devait donc optimiser ces deux conditions favorables.

Le 5 février 1947, à la suite du Conseil des ministres, le Président réunit ses principaux collaborateurs du cabinet et du secrétariat général pour leur expliquer comment il concevait le rôle présidentiel à la suite de la séance qui venait d'avoir lieu. « Je n'ai pas le droit de décider, j'ai le devoir d'avertissement et de conseil, leur déclara-t-il. Cela exige une étude complète des dossiers, lecture des rapports des préfets et des ambassadeurs et de tous les documents concernant la vie économique et sociale de la nation dans la permanence de son existence. » Et il leur demanda de lui communiquer les lettres importantes qu'ils recevraient sur la politique générale, les rapports qu'ils noteraient dans les renseignements généraux et de le tenir au courant de toutes les pulsations de l'opinion publique et de la presse, dont il exigea un résumé quotidien. Il s'engageait à leur donner un relevé des conversations qu'il aurait avec les parlementaires et les préfets de passage, et voulait qu'ils soient dactylographiés. De leur côté, ils lui rendraient compte de toutes leurs conversations – comprenons bruits de couloirs, confidences directes – et de toutes leurs lectures²⁸. Auriol lui-même était un bourreau de travail, très organisé et endurant, à qui douze heures de labeur par

²⁴ Le divorce à l'amiable de Paul et Jacqueline à la fin du septennat ne troubla pas cette image.

²⁵ Vincent Auriol, *Hier, demain*, Paris, Charlot, t.2, p. 234-241.

²⁶ Le président de la République ne négociait plus les traités, ne nommait plus à tous les emplois civils et militaires, avait perdu l'initiative des lois, conservait son droit de grâce mais en Conseil de magistrature...

²⁷ Dans son introduction générale au *Journal du septennat*, Pierre Nora rappelle que lorsque Vincent Auriol accéda à la magistrature suprême, le 16 janvier 1947, la fonction présidentielle était « encore beaucoup moins liée qu'on ne peut le croire à la République ». Et il conclut : « Le treizième des présidents de la République française a tout à inventer, un style à trouver, un régime à étrenner, une Constitution à roder », t. 1, p. XXXIII.

²⁸ *Journal du septennat*, *op. cit.*, 5 février 1947.

jour ne faisaient pas peur et qui avait la faculté de pouvoir veiller longtemps. À l'analyse du *Journal du septennat*, on est, en effet, pris de vertige en constatant que ce qui fut dit fut fait, et que le président Auriol ne céda rien de cet ambitieux programme. On y voit son entourage en quête perpétuelle de renseignements, à l'écoute des ministres, des parlementaires, des syndicats, de la presse, de l'opinion... et de milieux plus spécialisés, comme Chérif Mécheri, chargé de l'Union française et sur lequel nous reviendrons. Ses collaborateurs tenaient le Président quotidiennement informé, en personne, par écrit ou par téléphone, souvent heure par heure lorsqu'il s'agissait d'une crise ministérielle – et l'on sait qu'elles furent fréquentes – parfois de nuit lorsque l'Assemblée n'en finissait plus de débattre. Les quatre collaborateurs qui ont témoigné auprès de René Rémond attestent de cette mobilisation de chaque instant²⁹. Charles Roumagnac dit avoir été disponible douze heures par jour ; Jacques Kosciusko évoque « une tâche constante d'alerte et de stimulation³⁰ ». L'entourage présidentiel jouait, par conséquent, un rôle clé dans la politique centripète d'Auriol. Une fois informé, le Président discutait avec ses trois plus proches collaborateurs – Kosciusko, son fils et Forgeot – le plus souvent tous ensemble, de la conduite à adopter. Si le directeur de cabinet, Kosciusko, considère avoir eu d'abord un rôle d'initiative et de proposition, Forgeot et Roumagnac soulignent, quant à eux, leur rôle de conseil³¹. Quoi qu'il en soit, l'équipe était d'autant plus efficace qu'elle était réduite, soudée et loyale. Il semble, en effet, y avoir eu peu de divergences de vue entre les différents conseillers et, le cas échéant, elles étaient résolues « par la discussion libre et ouverte » et l'arbitrage du Président, de Forgeot ou de Kosciusko³². Le Président évitait en outre la compétition entre ces hommes³³. Quant à Auriol, une fois sa confiance accordée, il laissait de la liberté à ses collaborateurs. « J'avais la confiance du 'Patron', témoigne Roumagnac, et j'agissais librement sous la seule réserve de lui rendre compte pratiquement chaque jour³⁴. » Le *Journal du septennat* ne révèle ainsi que fort peu d'occasions de réprimande présidentielle : en novembre 1947, Auriol regretta que Cartayrade ait « bavardé », trahissant ainsi ce que pensait son cabinet à Guy Mollet sur la crise ministérielle en cours³⁵ ; en septembre 1952, il admonesta sévèrement Mécheri qui avait eu une initiative malheureuse en allant saluer de son propre chef Bao Dai, révélant par là même l'entrevue avec Auriol à Muret, que celui-ci voulait absolument tenir secrète. « J'ai enguirlandé Mécheri qui a dit à Forgeot : 'Jamais je n'ai autant été engueulé et aussi vivement durant toute ma carrière. Le Président m'a dit : Soyez très satisfait, car j'ai failli vous limoger. Ce que vous avez fait est idiot'. » C'est d'ailleurs l'une des rares occasions où le Président porta dans son journal un jugement psychologique sur l'un de ses collaborateurs : « La vérité est qu'il pêche par complexe d'infériorité, car il veut toujours mieux faire que ce qu'il devrait faire³⁶. » Il semble donc que, dans l'ensemble, Vincent Auriol n'ait eu qu'à se louer de

²⁹ Jean Forgeot, Raymond Janot, Jacques Kosciusko et Charles Roumagnac.

³⁰ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, ce qu'atteste également le *Journal du septennat*.

³³ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Rappelons que Cartayrade était un vieux militant SFIO.

³⁶ *Journal du septennat*, 3 septembre 1952. En juin 1953, le malheureux Mécheri se fit à nouveau « réprimander et secouer vivement » pour ne pas avoir organisé d'une manière plus digne la visite de Mora-Nabab, empereur des Mossis, qu'il considérerait selon Auriol « comme un nègre et comme un gosse », *ibid.*, 25 juin 1953.

son entourage, de sa discrétion et de sa compétence, et qu'il le traitait, en retour, avec amitié voire affection, comme l'atteste la manière dont il s'adressait à eux dans ses notes, au-delà des simples formules de courtoisie. Il en fut récompensé par leur fidélité puisque, tous lui restèrent attachés d'une façon ou d'une autre durant toute la durée de son septennat.

À ce niveau de notre analyse, est-il possible de distinguer une spécialisation des tâches entre ses différents collaborateurs ? On a vu que le trio Kosciusko – Paul Auriol – Forgeot se distinguait nettement des autres par sa plus grande proximité avec le Président et qu'il était très uni. De sorte que l'on peine quelque peu à repérer les attributions spécifiques de chacun d'eux dans le *Journal*. Le directeur de cabinet, Kosciusko, recruté pour sa connaissance des questions internationales, analysait les dépêches transmises chaque jour par le Quai d'Orsay, recevait les ambassadeurs, conseillait le Président sur les Affaires étrangères et, à l'occasion, lui servait d'interprète. Il fut plusieurs fois envoyé à l'étranger par le Président, par exemple, à l'Assemblée de l'ONU en octobre 1947 ou en Tunisie en janvier 1953. Sa présence était telle qu'elle fit dire à quelques mauvaises langues gaullistes du MRP qu'un Juif polonais inspirait la politique extérieure de l'Élysée³⁷ ! Le secrétaire général, Forgeot, préparait les Conseils des ministres et était en contact étroit avec le secrétaire général du gouvernement, Ségalat. Issu de l'Inspection des Finances, il assurait aussi une liaison privilégiée avec le ministère des Finances³⁸ et était plus particulièrement chargé des dossiers économiques et financiers. Le secrétaire général adjoint, Paul Auriol, dépouillait chaque jour les sources policières, que le Président considérait d'ailleurs avec beaucoup de prudence. Mais en dehors de ces domaines, ils apparaissent polyvalents et même quelque peu interchangeable. Régulièrement, le Président les chargeait de préparer ensemble tel communiqué ou telle lettre au président du Conseil ; régulièrement, ils analysaient ensemble avec lui telle consultation électorale ou telle crise ministérielle... Le meilleur exemple de cette complicité est sans doute la première tentative d'investiture de Pierre Mendès France en mai 1953. Selon Auriol, ce dernier aurait tergiversé et hésité à se présenter. Fâché, Auriol l'aurait laissé entre les mains de ses conseillers : « Lorsque je suis revenu au bout de trois quarts d'heure, je l'ai vu aux prises avec mon fils, Forgeot, Kosciusko, Grossin ; ils étaient tout souriants et finalement Forgeot m'a dit : 'Mais vous savez, nous l'avons travaillé, il accepte³⁹. »

L'ensemble de l'entourage, en effet, était mobilisé sur le front politique. Si dans la plupart des cabinets ministériels étudiés par René Rémond, le chef de cabinet est « le politique⁴⁰ », autour de Vincent Auriol, c'était le trio Kosciusko – Forgeot – Paul Auriol qui occupait cette fonction. Mais tous les autres, à leur niveau, étaient sollicités pour recueillir des informations politiques. Lors des fréquentes crises ministérielles, tous analysaient la presse politique et régionale, faisaient jouer leurs relations pour prendre le pouls des différents partis, recevaient parlementaires et hommes politiques de tous horizons et faisaient même les couloirs de l'Assemblée nationale. À peine Paul Auriol se distingue-t-il par une plus grande intimité avec Léon Blum qu'il connaissait depuis son enfance. Même Mécheri, dédié à l'Union française, exerçait un lobbying souterrain par le biais des députés musulmans à qui il faisait passer les consignes de vote présidentielles, par exemple en faveur de l'investiture d'Antoine Pinay en mars

³⁷ *Journal du septennat*, 4 septembre 1947.

³⁸ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

³⁹ *Journal du septennat*, *op. cit.*, 29 mai 1953.

⁴⁰ René Rémond, Aline Coutrot et Isabel Boussard, *op. cit.*, p.165.

1952 ou de l'investiture de René Mayer en janvier 1953, en obtenant même qu'un apparenté au groupe socialiste se montre indiscipliné⁴¹. À chaque nouvelle législature, il semble qu'il ait conseillé aux parlementaires musulmans de se disperser dans tous les groupes, ce qui lui permettait d'obtenir des informations sur l'ensemble de l'hémicycle et d'exercer une pression plus efficace⁴². De sorte que, sans conclure avec Georgette Elgey que le Président « tirait les ficelles » et « menait le jeu » de la IV^e République⁴³, l'omniprésence de son entourage dans le jeu politique a certainement contribué à renforcer cette image présidentielle chez ses contemporains. Cependant, malgré la confiance que le Président leur accordait et la loyauté dont ils faisaient preuve à son égard, ses collaborateurs n'avaient pas une vue de l'ensemble de ses activités, à cause de l'action spécifique de deux de ses chargés de mission. Vincent Auriol accordait une importance toute particulière à la présidence du Conseil supérieur de la magistrature et à celle de l'Union française. Pour la première, le Président refusait le contreseing du gouvernement⁴⁴. Raymond Janot fut en première ligne de cette bataille juridique tout au long de l'année 1947, et le Président finit par l'emporter sur le droit de grâce qui devait demeurer, selon lui, « un droit régalién⁴⁵ ». En ce qui concerne l'Union française, sans dresser le bilan de la politique coloniale de l'Élysée porté à son passif, il faut souligner le rôle de Chérif Mécheri, représentatif de la façon dont Vincent Auriol espérait renforcer les prérogatives présidentielles. Mécheri entretenait avec lui des relations bien plus régulières que les trois autres chargés de mission⁴⁶. On a vu que le *Journal du septennat* comprenait 198 occurrences le concernant, avec deux pics d'activité : l'un en 1947, où le conflit sur la définition de la présidence de l'Union française occupa le devant de la scène, et l'autre en 1952, avec la question tunisienne. Profitant de la zone d'ombre juridique, Vincent Auriol entendait lutter pied à pied et voulait, en effet, imposer à la présidence du Conseil l'indépendance de la présidence de l'Union française. Ce fut Mécheri qui négocia avec Eirik Labonne, de la présidence du Conseil, les prérogatives de la présidence de l'Union française. Mais le Quai d'Orsay freina l'installation du Haut Conseil et, celui-ci installé, même le courrier présidentiel avec les souverains des États associés fut contrôlé. Mécheri fut donc l'instrument qui devait compenser cette tutelle. Salué par André Stibio dans *La Voix du Nord* comme « l'une des intelligences les plus claires et l'un des esprits les plus droits de notre monde politique⁴⁷ », Auriol le chargea d'accueillir l'algérien Ferhat Abbas en juin 1947 et de surveiller le déroulement des élections municipales en Algérie en novembre de la même année. Mécheri rencontra aussi les dirigeants du Néo-Destour à plusieurs reprises à partir de 1950, et correspondit avec Bourguiba. Il fut également chargé des contacts d'Auriol

⁴¹ *Journal du septennat, op. cit.*, 6 mars 1952 et 8 janvier 1953. Le député apparenté SFIO qui vota l'investiture de René Mayer en dépit des consignes de vote de son groupe et selon les vœux d'Auriol était Ali Brahimi (Alger, 2^e collège).

⁴² Stratégie décrite par Forgeot, *Ibid.*, 8 janvier 1953. De fait, à cette date, les 15 députés d'Algérie du 2^e collège étaient éparpillés : 2 à la SFIO, 2 au MRP, 2 à l'UDSR, 1 au RPF, 2 aux Indépendants et Paysans et 6 au groupe radical. De même, Amadou Lamine-Gueye explique que les Africains avaient eux aussi volontairement adopté une stratégie de dispersion dans les différents groupes parlementaires en octobre 1945, à l'initiative d'Houphouët-Boigny, pour multiplier les appuis à la cause africaine. Voir *Itinéraire africain*, Présence africaine, 1966, p.136.

⁴³ Georgette Elgey, *op. cit.*, p.373.

⁴⁴ Selon l'article 38 de la Constitution, chaque acte du président de la République était soumis au contreseing du gouvernement.

⁴⁵ *Journal du septennat, op. cit.*, 19 mars 1947.

⁴⁶ On trouve dans le *Journal du septennat* 198 occurrences pour Mécheri, 25 pour Raymond Janot – qui certes le quitte en 1951, 10 pour Georges Reynal et 1 pour Lamartre.

⁴⁷ Cité par Auriol, *ibid.*, 6 février 1951.

avec Bao Dai. Finalement nommé secrétaire général de la présidence de l'Union française en février 1953, force est de constater qu'il ne réussit guère à émanciper le président de l'Union française qui se plaignait encore amèrement, le 25 août 1953, de ne pas être tenu informé par le ministre des États associés⁴⁸.

Avec plus ou moins de réussite, par conséquent, l'entourage du président Auriol contribua à décaler la pratique présidentielle de l'esprit de la Constitution et à conférer au Président une magistrature d'influence bien réelle en dépit de l'apparente bonhomie du personnage. Quels furent, en retour, les effets de cette expérience à l'Élysée pour ses collaborateurs ?

Un entourage exposé, un entourage récompensé ?

Au lendemain de son élection, en janvier 1947, Vincent Auriol était très populaire. Ce grand-père qui couvrait d'un regard attendri ses petits-fils était humain et proche des Français. Sa rondeur, son parcours exemplaire de la méritocratie républicaine à la française et son engagement sous l'Occupation le rendaient sympathique. Cette popularité, tant dans la presse que l'opinion, ne se démentit pas jusqu'à la fin de son septennat. Mais Vincent Auriol avait cependant de nombreux adversaires, voire des ennemis. Les milieux vichystes ne pouvaient lui pardonner d'avoir contribué à leur exclusion ; gaullistes et communistes lui étaient résolument hostiles. Par le biais de son entourage, il fut donc régulièrement en butte aux attaques diffamatoires. Dans quelle mesure cette exposition de ses collaborateurs compromit-elle leur promotion ?

Dès le début de l'année 1949, l'entourage présidentiel fut éclaboussé par la calomnie. Conformément à une tradition bien établie sous la III^e République depuis le gendre de Jules Grévy, et comme les fils de Léon Blum avant la guerre et de Paul Ramadier en 1947, le fils du Président constituait évidemment le maillon faible. En février, Paul fut accusé de chèque sans provision, et sa femme de trafic de stupéfiants⁴⁹. Puis dans le cadre de l'affaire des généraux en 1950, la presse communiste et gaulliste, en particulier *Carrefour* et *L'Humanité*, se répandit en insinuations sur un certain « Monsieur Paul ». La commission d'enquête parlementaire, dirigée par Edmond Michelet, en vint même à soupçonner également Kosciuszko et Grossin. Paul Auriol fut accusé d'avoir écoulé des bons du Trésor frauduleux à Arras et envisagea de démissionner en août 1950⁵⁰. Régulièrement, Vincent Auriol déversait sa révolte et son dégoût dans son journal, impuissant et accablé par le désarroi de ses proches. Sa seule satisfaction fut de battre froid Michelet lorsqu'il vint à l'Élysée en juin 1950. À l'automne 1953, Paul Auriol fut à nouveau traîné dans la boue. Épaulé par Kosciuszko et Forgeot, mais aussi Pierre Lazareff et Charles Gombault, respectivement directeur général et secrétaire général de *France Soir*, il riposta, attaqua en justice et obtint réparation le 10 novembre⁵¹. Auriol considéra même qu'il buvait le calice jusqu'à la lie, lorsque vingt-cinq bulletins furent déposés au nom de son fils lors de l'élection présidentielle de décembre 1953. Appartenir à l'entourage du Président ne constituait donc pas nécessairement un atout, même si l'essentiel des attaques se concentra sur sa famille. Pour autant, toute promotion était-elle impossible ?

Le Président ne se montrait pas possessif à l'égard de ses collaborateurs et était le premier à se réjouir de leurs éventuels succès, d'autant que, le cas échéant, ceux-ci lui

⁴⁸ *Ibid.*, 25 août 1953.

⁴⁹ *Ibid.*, voir entre autres le 8 février 1949.

⁵⁰ *Ibid.*, note 97 février 1950 et notes 82 et 177 août 1950.

⁵¹ *Ibid.*, 25 septembre 1953 et notes 45 et 49 septembre 1953.

demandaient toujours l'autorisation de le quitter. Il éprouva ainsi une grande satisfaction lorsqu'en avril 1951, le haut-commissaire en Indochine, de Lattre de Tassigny, décida de prendre avec lui, de son propre chef, Raymond Janot comme directeur des Affaires économiques. « Cela prouve, ainsi que l'ascension des autres, que je savais bien choisir mes collaborateurs », se réjouit Auriol, « et cela est essentiel pour un ministre ou un chef d'entreprise⁵² ». Il en était d'autant plus content qu'il n'avait rien demandé pour Janot et que celui-ci s'était toujours montré « fidèle ». En 1952, Raymond Janot devint directeur de cabinet du ministre d'État chargé des relations avec les États associés, Jean Letourneau, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à s'entretenir avec Vincent Auriol⁵³. Si le Président n'était pas intervenu en faveur de son conseiller juridique, en revanche, il fit preuve d'une belle détermination pour faire nommer Mécheri secrétaire général de la présidence de l'Union française, ce qui fut chose faite le 7 février 1953. Néanmoins, il échoua à obtenir pour Kosciusko la direction générale des Affaires culturelles en 1952. Il se heurta à Robert Schuman qui fit nommer à sa place Bourbon-Busset⁵⁴, ce que le Président considéra comme une offense personnelle. Le 1^{er} octobre 1952, le Président déclara à Schuman : « Je n'ai rien demandé pour moi, mais je défendrai mes collaborateurs. [...] Ou Kosciusko est indigne, alors il l'est aussi chez moi, ou il ne l'est pas et ne doit pas être l'objet d'un veto d'hostilité. » À l'automne 1953, ses nouvelles entremises pour le faire nommer ministre d'État à Monaco en dépit du ministre de l'Intérieur Martinaud-Deplat, non seulement furent un fiasco puisque ce fut le préfet Henry Soun qui l'emporta, mais provoquèrent un scandale⁵⁵. Là encore, le Président se sentit personnellement visé, ce qui était sans doute une juste appréciation des faits. Après le départ de Vincent Auriol de l'Élysée, néanmoins, quelques membres de son entourage, soit un quart d'entre eux, poursuivirent leur carrière dans les cabinets. Charles Roumagnac et Georges Reynal demeurèrent dans la maison civile présidentielle sous René Coty, le premier comme chargé de mission au service financier, le second toujours au service de l'information. Kosciusko devint, en 1956, directeur de cabinet du ministre d'État Houphouët-Boigny, puis diplomate. Raymond Janot entra au cabinet du général de Gaulle en 1958 où il participa aux travaux de rédaction de la Constitution de la V^e République, puis devint secrétaire général de la Communauté. Les autres poursuivirent leur carrière dans leur corps d'origine.

Par conséquent, sans leur porter tort, le passage par l'Élysée ne constitua pas pour les trois quarts d'entre eux un tremplin décisif pour une carrière ministérielle et encore moins politique. En dépit de la bonne volonté du Président à leur égard, il semble avoir tiré un plus grand profit qu'eux de leur collaboration commune.

L'entourage de Vincent Auriol contribua certainement au style d'un Président qui fut populaire jusqu'à la fin de son mandat. Ayant pressenti la personnalisation de la vie politique, il se dota de collaborateurs qui, tout en répondant aux exigences résistancialistes de l'époque, apportaient une touche de jeunesse et de dynamisme à son allure à la fois bonhomme et empreinte de dignité. Respectueux au plus haut point de sa fonction présidentielle, il entendait lui conférer un véritable poids dans les

⁵² *Ibid.*, 1^{er} avril 1951. Les autres étaient d'anciens collaborateurs d'avant l'Élysée, tels que Gaston Cusin, Marcel Flouret ou Ludovic Tron.

⁵³ Voir, par exemple, une longue conversation sur la façon dont la France encourageait involontairement le communisme en Indochine, le 14 mars 1952.

⁵⁴ *Journal du septennat*, voir entre autres, le 7 mai 1952. Schuman proposa en compensation une ambassade en Australie à Kosciusko, qui refusa.

⁵⁵ *Ibid.* Voir entre autres les 7 et 11 octobre 1953.

institutions et lutter pied à pied pour défendre ses prérogatives, en particulier à la tête du Conseil de la magistrature et de l'Union française. À la fois informateurs, techniciens, et *missi dominici* de ce Président qui, à défaut d'avoir la réalité du pouvoir exécutif, entendait exercer sa magistrature morale dans tous les domaines, les membres de son entourage jouèrent un rôle essentiel dans sa stratégie présidentialiste. Mais plus décisive encore fut peut-être leur mobilisation lors des crises ministérielles. Dans la mesure où « le régime des partis » appelait une instance arbitrale, elle renforçait par là même l'influence du président de la République qui, plus que jamais, avait besoin de collaborateurs réactifs et compétents en matière politique. Ce conciliateur né, en outre, avait veillé à ce qu'une bonne entente règne parmi eux, et qu'ils soient soudés par la camaraderie. Des sentiments d'estime réciproque liaient le Président Auriol à son entourage. Tous ses collaborateurs lui demeurèrent fidèles parce qu'ils étaient attachés à sa personne, et non à sa famille socialiste, certains se ralliant au général de Gaulle sous la V^e République. Lui-même s'efforça de favoriser leur promotion lorsqu'il était encore à l'Élysée. Mais, rançon peut-être du succès de sa stratégie présidentialiste, il se fit des ennemis qui n'hésitèrent pas à attaquer ses collaborateurs pour l'atteindre à travers eux. Dans ces conditions, le passage par l'entourage présidentiel ne constitua donc pas nécessairement un tremplin, mais il répondit néanmoins aux aspirations de ces hommes qui, au sortir des années sombres, voulaient participer à la reconstruction de la France⁵⁶.

L'auteur

Maître de conférences à l'université d'Orléans, chercheur au Savours (EA 3272) et au Centre d'histoire de Sciences Po, Noëlline Castagnez a publié *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République* (PUR, 2004), et codirigé avec Gilles Morin *Socialistes et radicaux. Querelles de famille* (Presses de Sciences Po – OURS, 2008). Ses travaux actuels portent sur la mémoire de guerre chez les socialistes français au XX^e siècle.

Résumé

Premier Président de la IV^e République, le socialiste Vincent Auriol, loin de se contenter « d'inaugurer les chrysanthèmes », développa une stratégie présidentialiste. Soucieux de défendre les prérogatives de sa fonction, le choix de son entourage à l'Élysée ne pouvait donc être secondaire. Ayant pressenti la personnalisation de la vie politique, il se dota de collaborateurs qui, tout en répondant aux exigences résistancialistes de l'époque, contribuèrent au style jeune et dynamique de sa maison. À la fois informateurs, techniciens, et *missi dominici*, ils permirent au Président d'exercer sa magistrature morale dans tous les domaines et d'être un recours lors des crises ministérielles. Mais si le Président s'efforça de favoriser leur promotion, il se fit des ennemis qui n'hésitèrent pas à attaquer ses collaborateurs pour l'atteindre à travers eux. Dans ces conditions, le passage par l'entourage présidentiel ne constitua pas nécessairement un tremplin.

Vincent Auriol's personal staff, dedicated to a presidentialist strategy

First President of the Fourth French Republic, Vincent Auriol, Socialist, far from merely “*inaugurer les chrysanthèmes*”, developed a presidentialist strategy. Worried of defending the privileges of its function, he paid a great attention to choose his

⁵⁶ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, Séminaire de René Rémond sur les cabinets ministériels (SCM).

Noëlline Castagnez, « L'entourage de Vincent Auriol : au service d'une stratégie présidentialiste », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, mai-août 2009, N°8. www.histoire-politique.fr

personal staff. He anticipated the personalization of political life, so he nominated co-workers who, while satisfying the resistancialist requirements of the time, contributed to the young style and the dynamics of its staff. In both advisers, technicians and *missi dominici*, they allowed the President to exercise its moral work in all the domains and to be a real help during the ministerial crisis. But if the President tried hard to promote their advancement, it happened that enemies did not hesitate to affect his assistants in order to reach him. In these circumstances, taking part in the presidential staff was not necessarily a stepping stone in their career.

Mots clés : IV^e République ; stratégie présidentialiste ; résistancialisme ; informateurs ; crise ministérielle.

Key words : Fourth French Republic ; Presidentialist Strategy ; Resistencialism ; Advisers ; Ministerial Crisis.

Pour citer cet article : Noëlline Castagnez, « L'entourage de Vincent Auriol : au service d'une stratégie présidentialiste », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, mai-août 2009, N°8.